

Nous savons que si le gouvernement s'oriente dans la voie du libre-échange qui a été adoptée par plusieurs de ses membres, nous constaterons, selon les prévisions du Conseil économique de l'Ontario, qu'un libre-échange multilatéral entraînerait une réduction de l'emploi d'au moins 10 p. 100 dans l'industrie du cuir, de la fabrication diverse et de l'outillage, et l'élimination quasi totale de l'industrie du tricot.

[Français]

Monsieur le Président, j'aimerais demander si les députés québécois du côté du gouvernement sont pour une politique qui va mener à la destruction et à l'abolition totale de l'industrie du tricot au Canada. Étant donné que je suis députée dans la région sud-ouest de l'Ontario, je sais très bien, quand j'ai vu la fermeture de la Wabasso dans le district du sud-ouest de l'Ontario, que les Canadiens vont appuyer une politique qui garderait d'abord et avant tout . . . qui garantirait les jobs, les emplois aux Canadiens.

[Traduction]

Rien dans cette mesure ne permet aux Canadiens de croire que nous favoriserons les investissements étrangers à la condition que les emplois canadiens ne soient pas menacés. Je voudrais parler d'un sondage Gallup.

[Français]

. . . le sondage qui dit que plus des deux tiers des Canadiens ont peur de perdre leur job.

[Traduction]

La Chambre des communes est appelée à relever un défi qui consiste à élaborer une politique économique faite au Canada et axée sur nos besoins, notamment le plein emploi, des mesures novatrices relatives à la retraite anticipée et la dynamisation de l'économie à l'échelle nationale par l'adoption d'une stratégie industrielle, au lieu de nous plier aux exigences des investisseurs étrangers, comme l'a laissé entendre le premier ministre (M. Mulroney) lors de son séjour à New York où il a annoncé que le pays était à vendre.

S'il est une chose que le parti libéral nous a laissée en héritage et dont il a tout lieu d'être fier, c'est d'avoir réussi à canadianiser l'économie nationale. Au contraire de ce que croyait un ancien premier ministre pour qui nous étions des porteurs d'eau et des coupeurs de bois, notre parti souhaite relancer l'économie au niveau des industries secondaires, même s'il devient nécessaire d'adopter à cette fin certaines mesures de protection nationale. Je connais un cas dans ma circonscription, celui de Susan Shoes. Sous peu, le gouvernement devra renégocier les quotas tarifaires au chapitre de l'importation de chaussures. Mes collègues et moi-même lutterons farouchement non seulement pour sauvegarder les emplois des Canadiens mais aussi pour faire comprendre aux multinationales nos véritables besoins, comme nous le faisons auparavant par l'entremise de l'AEIE. Cette agence n'empêchait pas l'investissement étranger au Canada. Elle était l'instrument qui nous permettait de faire comprendre aux sociétés que si elles voulaient s'établir au Canada et profiter de nos vastes ressources naturelles et de la très forte productivité des travailleurs canadiens, elles en auraient le loisir à condition de participer pleinement à l'économie canadienne, notamment en nous donnant des garanties en matière d'emploi, ce qui n'apparaît pas dans le document déposé par le gouvernement.

### *Investissement Canada—Loi*

Tout à l'heure, lors d'une discussion au sujet de ce projet de loi, j'ai déclaré qu'il y aurait lieu d'en changer le titre. Au lieu d'Investissement Canada, il faudrait l'appeler «Abandon Canada». Compte tenu de l'inertie du gouvernement, dont témoignent la politique de guerre spatiale, et du simulacre de politique d'examen de l'investissement étranger, le gouvernement actuel ne paraît pas s'être engagé à favoriser une stratégie économique axée sur les besoins du Canada. Il ne semble pas décidé à favoriser les idées novatrices ni la création d'emplois ni la garantie des emplois de millions de Canadiens qui s'en remettent au gouvernement.

C'est là une situation déplorable qui augure mal de la nouvelle année pour les Canadiens, à moins que le gouvernement ne consente à notre motion visant à renvoyer à au moins six mois l'étude de ce projet de loi qui risque d'entraîner la perte d'emplois d'un bout à l'autre du Canada.

**M. Elliott Hardey (Kent):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir intervenir à la Chambre et participer à la suite du débat sur le projet de loi C-15, un projet de loi qui profitera à toutes les régions du Canada en encourageant les investissements et la création d'emplois. Il sera particulièrement prisé dans ma circonscription de Kent, dans le sud-ouest de l'Ontario.

Je viens d'une des régions agricoles les plus fertiles du Canada. Nous sommes aussi très progressistes du point de vue industriel et désireux d'implanter un secteur manufacturier. De nouvelles agglomérations résidentielles ne cessent de se développer. Pas plus tard que la semaine dernière, on nous a annoncé l'octroi d'un prêt fédéral-provincial sans intérêt pour la construction de 32 logements à loyer modique dans la ville de Chatham. Nous avons des gisements de gaz naturel, des réserves illimitées d'énergies hydro-électrique et un bon approvisionnement en eau, de même que des routes et des chemins secondaires excellents. Nous avons tout ce qu'il faut pour une croissance industrielle. Il ne nous manque que les capitaux.

Les Canadiens veulent des emplois. C'est leur grande priorité, et cela se comprend fort bien. En tant que gouvernement, nous voulons permettre à l'entreprise privée de fournir ces emplois. Le gouvernement ne peut à lui seul fournir des emplois véritables et durables. Je sais que des députés ont exprimé l'opinion que le projet de loi dont nous sommes saisis entraînera une perte d'emplois, mais je ne suis franchement pas de leur avis.

A la suite d'une enquête qu'il a menée cet été, le Forum européen de management a classé le Canada au dernier rang de 28 pays pour sa réceptivité en matière d'investissements étrangers. Cela ne constituerait pas un problème si nous disposions amplement de capitaux au Canada pour développer notre secteur industriel de façon à fournir du travail à notre population, mais il est évident que ce n'est pas le cas et que l'AEIE ne jouait pas son rôle malgré les raisons qu'on a invoquées pour la défendre au cours du présent débat.

Un député d'en face s'inquiétait de ce que ce projet de loi contribue à enlever leur emploi à des travailleurs et travailleuses. Il craignait en outre que la politique socio-économique du Canada soit tracée par des investisseurs étrangers. Je lui rappelle qu'entre 1980 et 1984, des investissements directs d'une valeur de 18 milliards de dollars ont quitté le Canada. Il est